

Résolution adoptée

Séance plénière du 13 novembre 2024

Les priorités du CESE pour la nouvelle *mandature européenne*

Déclaration du groupe de la CGT-FO

L'Europe est à la croisée des chemins. Elle est bousculée de toutes parts et ne peut continuer à avancer que si elle arrive à donner un nouveau souffle à son projet et de nouvelles perspectives aux peuples qui la composent.

Le CESE a à plusieurs reprises rappelé l'importance d'un renouvellement du projet européen, qui doit, entre autres, faire de notre autonomie un objectif stratégique à atteindre le plus rapidement possible.

Le groupe FO salue cette nouvelle initiative du CESE qui souhaite à travers cette résolution dire ce qu'il attend en priorité de la nouvelle mandature européenne.

Celle-ci doit, pour le CESE, garantir une Europe protectrice et solidaire, assurer les transitions nécessaires tout en restant compétitive, et enfin renforcer la démocratie.

Le groupe FO défend bien sûr ces priorités qui doivent toutefois être mises en œuvre de manière équilibrée et dans un souci d'abord de satisfaction des besoins des populations et de leur bien-être.

Il faut évidemment s'adapter aux transitions qu'impliquent la préservation de l'environnement et le développement d'une numérisation de l'économie.

Pour autant, la réussite de la lutte contre le changement climatique ne peut se faire que dans le cadre d'une transition juste organisée avec les citoyens et non à leur détriment.

De même, la course sans fin aux gains de productivité à travers des stratégies de numérisation et digitalisations à tout va, risque de transformer le travail sans prendre en compte les facteurs humains, pourtant essentiels au maintien d'une économie innovante et créative aux services des citoyens.

La numérisation et l'accélération du déploiement des outils d'Intelligence Artificielle doivent donc se faire avec l'humain et dans le respect de sa sécurité et de la protection de ses libertés.

Pour le groupe FO, il est important que la nouvelle mandature tienne compte du contexte mondial actuel, des instabilités et des risques qui le menacent. Il est nécessaire que l'Europe agisse pour la paix, favorise des relations internationales plus équilibrées et renforce la coopération et l'aide au développement des pays du Sud.

L'Europe doit aussi assurer son autonomie dans les domaines stratégiques de la santé, de l'énergie, du numérique.

Elle doit développer sa recherche valoriser l'innovation et l'économie de la connaissance, afin de relancer son industrie et défendre les normes sociales et environnementales les plus élevées.

Pour conclure : il ne peut y avoir d'Europe économiquement forte que s'il y a une Europe socialement forte.

Pour éviter la montée des extrêmes, l'Europe doit « ré-enchanter » le projet d'une Europe source de progrès social et économique pour tous.

Le groupe FO a voté en faveur de cette résolution.